

TEXTE DU BAC BLANC (TS), Schopenhauer

Exemple de corrigé

Remarques préalables :

- Pour analyser vraiment le texte (ce qu'on attend de vous), pour faire avancer la réflexion, et non répéter toujours la même idée, il faut des PARAGRAPHES portant sur des points de détail différents, qui auront été distingués dans un plan détaillé fait au préalable au brouillon. Il n'est pas question d'improviser le devoir quand on le rédige et d'écrire "au kilomètre", en découpant les phrases en morceaux, ou en faisant du mot à mot (sans intérêt et n'explique pas les IDEES). On doit par ce plan détaillé éclaircir au maximum le détail du texte. Idéalement, il faudrait que le devoir explicite pratiquement tout le texte qui réapparaîtrait entre guillemets à tous les paragraphes du devoir. Recopier en changeant un mot de temps en temps et ne pas mettre de guillemets pour faire croire qu'on explique est très malhonnête... Personne n'en sera dupe.
- C'est CE texte précis que vous avez choisi d'expliquer, c'est de lui d'abord que vous avez à rendre compte MAIS vous ne le ferez bien qu'en vous appuyant sur vos connaissances du cours (cours qu'il ne s'agit évidemment pas de réciter, puisqu'il portait sur d'autres textes, d'autres questions). Par ex, ici, on ne peut se permettre de ne pas définir "le droit" (à ne surtout pas confondre avec les droits...), "l'Etat", ne pas expliquer "par nature"... On peut/doit se servir avec profit des concepts vus en cours (typiquement ici: l'état de nature) et des repères au programme (en fait/en droit, en théorie/en pratique, légal/légitime, obligation/contrainte pourraient être utiles ici...par ex.)
- Évoquer juste "Aristote", "Hobbes" sans donner une référence précise et une explication de ce qu'ils apportent à votre texte (approfondissement, critique, question...) est insuffisant. De même, attendre la conclusion pour une référence est malheureux.
- Éviter absolument le découpage linéaire à l'écrit (bout de phrase par bout de phrase) qui prouve que vous n'avez pas réfléchi au plan détaillé, et qui peut même vous conduire à des répétitions malvenues. D'ailleurs, pour ce texte précis, il est peut-être même préférable de ne pas expliquer les deux premières phrases au début du I. puisqu'elles ne s'expliquent vraiment qu'à la fin... Donc je retravaille mon plan en fonction de cette logique (sans pour autant bouleverser l'ordre argumentatif du texte).
- Sont signalées dans le corrigé ci-dessous en majuscules les différentes notions du programme sur lesquelles je mets l'accent en fonction des paragraphes. Sont signalés également les contresens retrouvés dans les copies entre les [].

Introduction

Comme tant d'autres avant lui, Schopenhauer s'intéresse ici à la façon dont les hommes peuvent vivre en société, et il n'est pas le premier à constater que cette vie en société est loin d'aller de soi. Pour vivre en société, les hommes doivent respecter des lois communes. Or le respect de ces lois n'a rien de naturel: pour obtenir l'obéissance des hommes, il faut les contraindre par la force. Mais comment la force, puissance physique, peut-elle devenir l'alliée du droit, puissance légale et morale? Tel est le problème du texte.

Le philosophe fonde toute sa réflexion sur une observation de l'homme et de ses penchants naturels. Or, ceux-ci ne se définissent pas, loin s'en faut, par la sociabilité: pour que les hommes vivent ensemble, il faut leur imposer des règles contraires à ces penchants (ce sera notre I). Pour les instaurer, ces règles, il faut inventer, fabriquer, un ensemble d'artifices efficaces, dont l'Etat sera le premier (notre II). Nous verrons alors que ce moyen -qu'est l'Etat- de soumettre les hommes aux lois est lui-même dans l'obligation d'utiliser la force comme moyen de concrétiser son pouvoir, ainsi que celui du droit. (partie III)

I. Le premier pb (chronologiquement) de la politique est la nature de l'homme.

1. L'homme : sociable ou insociable?

Pour réfléchir à ce qui organise la vie sociale, on ne peut faire abstraction de ce qu'est l'homme, puisqu'il est la première composante de toute société. Ainsi AS commence par le qualifier. Si la vie en SOCIETE est prise comme un fait irréductible (le texte part du principe que les hommes vivent ensemble, sans s'interroger sur le pourquoi de cette vie en communauté: les hommes vivent ensemble de façon à peu près "*paisible et tranquille*", étonnamment), elle n'est pas pour autant synonyme de facilité. En effet, s'il semble bien impossible que l'homme vive seul (qu'il en ait envie ou non, il semblerait que la vie avec d'autres soit une nécessité de sa nature), le paradoxe de sa nature apparaît bien vite dans son "*inimitié*" à l'égard de ses semblables: les hommes ont besoin les uns des autres, sans pour autant s'aimer les uns les autres. (Un siècle avant AS, Rousseau disait dans *Émile* que "*plus nous devenons ennemis, moins nous pouvons nous passer les uns des autres*", Kant parlait dans *Idée d'une histoire universelle du point de vue cosmopolitique d'une "insociable sociabilité"*.) Le paradoxe de la nature humaine devient dès lors le problème de fond de la société.

2. Un homme n'aime d'abord que lui-même: le pragmatisme de AS

Réfléchir correctement sur la société, et sur l'Etat, c'est avant toute chose ne pas se voiler la face, ne pas tomber dans l'angélisme [arrêter de croire que les hommes peuvent vivre dans la joie et l'allégresse, dans "l'harmonie" qui n'existe que chez les Bisounours...et qui est pourtant dans bcp de copies], ne pas voir les choses abstraitement mais être réaliste. La réflexion politique est donc ici fondée sur l'observation du RÉEL, de l'homme concret. Cet homme concret n'est pas un ange, il n'est pas naturellement altruiste et bienveillant, au contraire: l'"*égoïsme illimité*", la "*méchanceté*" et la "*haine*" de l'autre seraient plutôt ses caractères constitutifs. (AS est-il pessimiste ou seulement réaliste? A chacun d'en juger, mais reconnaissons comme lui que les hommes sont loin d'être sociables par nature, originellement.) Ainsi, dès que les hommes vivent ensemble, il faut s'attendre à ce que les plus forts imposent leurs conditions aux plus faibles, car la force est la seule puissance naturelle qui, au départ, peut s'imposer...

3. Une définition essentielle de l'homme ?

On pourrait dire que AS nous donne une définition des caractéristiques essentielles de l'homme,

de sa nature universelle (= ce qui est vrai partout et tt le tps). Or, on remarque que AS parle "*en général*", "*le plus souvent*", de "presque" tous les hommes. Pourquoi ces précautions? Pourquoi envisager quelques restrictions de cette définition? Existeraient-ils des exceptions, des hommes, rares sans doute, auxquels ne s'appliquerait pas cette définition? (Cela s'expliquera peut-être à la fin du texte et nous y reviendrons).

Ce qui est sûr en tout cas, c'est que faire vivre ensemble dans le calme (relatif, ne rêvons pas, il s'agit juste d'essayer d'éviter le pire) "*plusieurs millions d'individus ainsi constitués*" est une gageure... Comment empêcher les hommes de d'agresser continuellement et mutuellement? Comment empêcher chacun de promouvoir son droit naturel sur toutes choses au détriment des autres ? [C'est le sens de la ligne 8: "*chacun a le droit*" n'est pas ici un droit légal, ce serait absurde que chacun ait un droit légal de s'imposer par la force!] On peut bien sûr penser ici que AS pense à la philosophie contractualiste (XVII et XVIIIèmes siècles), notamment au Léviathan de Hobbes, qui imagine un état antérieur à l'Etat, le fameux "état de nature", où les hommes auraient vécu sans lois et en grand danger puisqu'étant constamment sous la menace des autres. Comme Hobbes et les contractualistes, Schopenhauer cherche la solution qui rendrait la société viable et pérenne.

C'est là qu'apparaît le coup de génie de l'espèce humaine...

II. La société n'est pas une poudrière parce que les hommes ont inventé des artifices pour l'éviter

NB : piste de réflexion: nous avons évoqué plus haut des hommes qui ne seraient pas tout à fait sur le "même moule" que les autres, des individus peut-être plus réfléchis, plus soucieux de la survie de l'espèce? Ce seraient peut-être ceux qui rendraient possibles les institutions dont nous allons parler ici.

1. L'invention de l'Etat comme institution indispensable

On notera que AS ne parle ni d'un homme en particulier à la tête de l'ETAT, ni d'un type de gouvernement: ce n'est pas du tout son propos. La seule chose qui l'intéresse ici est la nécessaire formation d'un pouvoir supérieur aux individus, au-dessus de la société, créé artificiellement (puisque n'étant pas présent dans la nature et n'étant pas "tombé du ciel" un beau matin...) pour répondre au besoin ici vital de vivre ensemble. Voilà pourquoi l'Etat est qualifié de "*machine*": c'est bien un ouvrage de la TECHNIQUE humaine (définition: mise en oeuvre de moyens artificiels permettant de transformer la nature en vue de satisfaire un besoin humain), ou de l'ART politique ou "*art de gouverner*" (le mot "art" doit donc ici être pris dans son sens latin, ars, identique au sens grec de tekhnê). Il suppose une représentation du but (une société viable) et une forme d'intelligence (nous y reviendrons) dans la conception.

2. La raison d'être de l'Etat est ainsi d'instaurer le "règne du droit".

[Attention ici: LE DROIT a souvent été confondu (par une lecture très défailante car c'est très clair dans le texte...) avec les droits (ceux que j'ai de faire telle ou telle chose) alors qu'il s'agit du Droit au sens de législation, ou ensemble des lois, dont l'Etat est l'artisan...] Instaurer le "*règne du droit*" n'est certes pas du tout chose naturelle, puisqu'au contraire, seule la force est une puissance naturelle régnant "*par nature*" (cf: la première ligne du texte, qui trouve plus logiquement sa place dans notre explication ici, mais c'est un choix de notre plan).

A bien des égards donc, l'Etat lutte contre la nature: contre la nôtre (si tant est que la définition de l'homme précédente soit celle de son essence), et contre les forces naturelles qui ne sont que

des forces physiques (natura en latin = phusis en grec) donc des puissances du corps. Le règne du droit va aller à l'encontre des forces simplement physiques, ou tout du moins n'ira pas dans leur sens, pour que les individus puissent vivre ensemble assez paisiblement.

3. C'est pourtant là qu'apparaît le problème le plus épineux du texte et de "l'art de gouverner": comment instaurer le droit (le Droit), les lois nécessaires à la survie du corps social, et aussi à celle du genre humain, alors que la seule vraie puissance est la force physique?

A priori la solution semble être simple - mais nous verrons que c'est loin d'être le cas - : il va falloir forcer les hommes à obéir aux lois. Leur obéissance ne saurait effectivement être spontanée puisque "*le droit en lui-même est impuissant*" [début du texte qui ne s'explique que maintenant... En prenant le début du texte au début de votre copie, vous ne pouviez donc que paraphraser, et non expliquer... Sachez faire preuve de bon sens en réfléchissant à votre plan!]. Qu'est-ce à dire? On a l'explication au début de la deuxième moitié du texte, avec la fiction théorique, ou raisonnement par l'absurde, faisant l'hypothèse d'une société (= simple groupe d'individus) où n'existerait aucun moyen de coercition: "*si on supprimait toute contrainte*", en comptant sur le sens moral des individus pour se fixer des limites, on serait très déçu selon AS. Toujours aussi réaliste, il affirme qu'il ne faut pas croire qu'en l'absence de contraintes extérieures (hétéronomie), les hommes respecteront sagement, "*raisonnablement*" et de façon autonome des RÈGLES MORALES (fixées donc par leur propre RAISON, laquelle leur ferait comprendre, par exemple, qu'il ne faut pas faire à autrui ce que l'on ne veut pas qu'il nous fasse...). Espérer "convaincre" les hommes n'est pas même évoqué, et espérer les "persuader" semble même impossible: quel sentiment moral pourrait être plus puissant que l'égoïsme naturel et la satisfaction de l'intérêt personnel? L'idée importante est donc que la nature humaine n'est pas au départ morale, et qu'il ne faut pas trop compter sur la raison humaine pour faire obéir les hommes.

Pour sortir de l'impasse, une seule solution: pour lutter contre la nature insociable de l'homme et permettre à son besoin naturel de société de s'épanouir (oui, il y a un grand paradoxe, mais ce n'est pas le seul du texte), on utilisera un moyen tout à fait naturel: la force, comme puissance physique de contrainte, mais à des fins artificielles car politiques.

III. L'utilisation de la force par l'Etat est le moyen nécessaire d'instituer le droit

1. La nécessité de la force n'est pas une apologie

[Attention, AS ne dit pas qu'un bon gouvernement est un gouvernement tyrannique, un pouvoir absolu, ou "totalitaire"! D'ailleurs, ce terme anachronique ne doit pas être utilisé ici car il ne veut rien dire pour Schopenhauer. Il montre simplement le lien essentiel entre le pouvoir politique et la force.]

L'utilisation de la FORCE est une nécessité dont l'Etat ne peut se passer mais la force n'est pas une fin en soi, ce n'est que le moyen de faire respecter le droit. Certes, cette force est bien un pouvoir de contrainte physique (puissance initialement présente en l'homme à l'état naturel) car on ne peut faire sans. Mais puisqu'elle est en l'homme et qu'on ne peut manifestement pas la détruire, on va l'utiliser, la détourner de son but premier (nuire à autrui et au corps social), la canaliser. Il ne faut donc surtout pas confondre la force avec la VIOLENCE. En effet, tout le propos de Schopenhauer est de nous montrer que la force est utile à l'Etat pour nous contraindre à respecter les lois: elle peut donc être utilisée à des fins légitimes puisqu'il s'agit de faire vivre les hommes ensemble et à les protéger des torts qu'ils pourraient se faire les uns aux autres.

Lorsque l'on parle de violence, on n'est plus du tout dans un usage légitime de la force, et on va vers l'abus de la force. On pourrait peut-être dire qu'ici, si les individus étaient livrés à eux-mêmes, ils deviendraient vite violents, mais que la force de l'Etat doit éviter cela: l'obéissance des hommes à des règles, même bonnes, n'allant pas de soi, n'étant pas naturelle, il faut bien les y contraindre. (Cf II. 3)

2. Mise en oeuvre concrète de la force par l'Etat

On définit ainsi (voir notre transition entre I et II) la technique politique comme l'art de se servir d'une puissance naturelle à des fins artificielles. Car concrètement, que fait l'Etat? D'abord il crée des lois (pouvoir législatif), il les fait respecter par la force publique (pouvoir exécutif, qui nous intéresse particulièrement ici), et en cas de transgression, il juge et sanctionne (pouvoir judiciaire, qui est aussi force et coercition). On voit bien que l'Etat sans force n'est plus l'Etat, que des lois sans force sont risibles car, on le sait maintenant: "*la force physique est donc la seule capable de se faire respecter*". Avec elle, il n'y a pas à tergiverser, elle n'a pas à convaincre, ni à persuader, elle a juste à s'imposer. Mais alors se pose, immanquablement, une question épineuse: comment donc l'Etat va-t-il réussir à utiliser la force à son profit, alors qu'au départ elle n'est qu'une puissance naturelle?

3. L'origine infra-politique de la force: un problème non résolu.

On l'a vu en effet, cette force est au départ dans l'homme qui ne se gouverne pas lui-même. À la fin du texte, AS dit qu'elle "*réside dans la masse*". [Attention, "*la masse*" n'est pas du tout "le peuple"! Le peuple est un concept politique, qui prend par exemple tout son sens chez Rousseau dans Du contrat social, puisqu'il considère que le peuple est détenteur du pouvoir souverain et qu'il est l'entité politique par excellence.] La "*masse*" n'est pas un sujet politique, n'est pas autonome, n'est pas morale ni capable de comprendre ce qu'est la chose publique, le bien commun, puisqu'elle est du côté de "*l'ignorance, l'injustice, la stupidité*". Elle n'est jamais que la somme des individus insociables qu'on a décrits plus haut, individus qu'on ne peut gouverner qu'en les forçant. Or, si la force est dans la masse, comment faire pour s'en faire une auxiliaire de l'Etat, et, partant, du droit? Comment "*associer la force et le droit*", comme le dit le début du texte, comment "*soumettre la force*" (de la masse stupide) à "*l'intelligence*" (des chefs de l'Etat) pour qu'elle soit bien utilisée? Soyons très clairs: à cette question qui est le PROBLÈME principal du texte, Schopenhauer n'apporte ici AUCUNE réponse puisqu'il ne nous dit absolument pas comment faire! [C'était là le point du texte à "critiquer", si vous teniez vraiment à discuter qch: d'ailleurs il faut être très précautionneux ds les copies car de nombreuses critiques sont infondées si le texte n'est pas compris, ou très maladroites si elles ne sont pas justifiées correctement...] Cela dit, reconnaissons, puisque notre extrait s'arrête ici, qu'il est possible que Schopenhauer ait donné dans la suite, que nous n'avons pas, dès éclaircissements... Tentons néanmoins une hypothèse permise par le texte. Puisque l'on ne peut CONVAINCRE - ils sont déclarés stupides et ignorants - les détenteurs originels de la force d'en transformer l'usage (de la déléguer à l'État), comment obtenir de la stupidité qu'elle accepte d'être raisonnable (ou de faire comme si...)? De plus, il y aura toujours un risque de débordement de la force brutale dans la réalité sociale (d'où la remarque du milieu du texte disant qu'"*en général le monde est paisible*").

Toutefois, les gouvernants (qui sont-ils? Comment sont-ils désignés? Nous n'en savons rien) pourraient être assez intelligents pour PERSUADER la masse de prêter sa force, en lui faisant peur, cette peur qui "*impressionne*" et force "*le respect*"... Là, c'est certain, pour réussir ici, l'art politique relèverait du génie: il réussirait à soumettre la force sans pour autant avoir un pouvoir

physique supérieur à elle. On voit à quel point la force de persuasion du discours politique serait effectivement une nécessité...

Indications pour une conclusion :

A la question « comment gouverner ? » succède finalement pour le lecteur la question « qui peut gouverner ? ». Car il reste bien ce problème crucial à régler à la fin de notre texte. Gouverner, pour le chef, ce sera trouver le moyen de forcer physiquement les hommes à obéir, alors même qu'on ne dispose pas soi-même de cette force physique, mais ce sera aussi faire usage de la persuasion pour contraindre les esprits. Et comment être sûr que ce ou ces chefs ne profiteront pas de la situation pour asservir l'ensemble des individus dès qu'ils détiendront le pouvoir ? Nul doute que le fin politique ne visant que l'intérêt de la communauté soit un homme d'exception...